



Semaine du 25 au 31 mai 2009 n° **261**

Sommaire

- **Secteur social** : les salariés mobilisés pour leur convention collective
- **Crédit Agricole** : les actionnaires votent le maintien des retraites chapeaux des dirigeants
- **Air France KLM** : réduction des effectifs de l'ordre de 3 000 personnes
- **Conseil d'administration d'EDF** : plus forte chez les cadres, la CGT remporte un siège de plus
- **Heures supplémentaires** : chute de 5 % sur un an, en dépit des exonérations
- **SNCF** : la CGT dénonce une « recrudescence des incidents » depuis la concurrence
- **Tarifcation des hôpitaux et cliniques** : l'IRDES pointe le risque de limiter l'accès aux soins
- **Emploi** : les jeunes, premières victimes de la crise
- **Retraite** : le travail des femmes réduit l'écart avec les hommes
- **Personnes âgées** : les Français très critiques sur la prise en charge
- **Formation professionnelle** : un accès plus difficile pour les mères de famille
- **Ingénieurs** : Louis Gallois pointe un déficit chronique
- **Jeunes diplômés** : colloque-débat de l'Ugict-CGT le 9 juin

Pour les ingénieurs cadres et techniciens, cette journée de mardi doit être l'occasion de se mobiliser pour résister et revendiquer. Par exemple, pour rejeter le chantage au salaire et à la durée du travail auquel se livrent de grandes entreprises. Celles-ci prennent prétexte de la crise pour exiger des salariés les plus qualifiés qu'ils renoncent à une partie de leur salaire alors que depuis plusieurs années les enquêtes réalisées tant par la CGT des cadres et technicien (nes) que par la CFDT ou la CGC placent cette question au centre des préoccupations des ICT. Le Medef se sent d'autant plus autorisé à exercer ce chantage que le ministre du Travail, Brice Hortefeux, a jugé que d'éventuelles baisses de rémunération des salariés en temps de crise n'étaient « pas choquantes » si elles se décidaient au terme d'une négociation et si elles s'accompagnaient de « contreparties », au premier rang desquelles « la préservation de l'avenir de l'entreprise ». La crise a bon dos, la crise profite encore... Et les penseurs du libéralisme qui ne l'ont pas vu venir nous prédisent aujourd'hui que c'est une opportunité à saisir pour effectuer une sorte de révolution. Changer tout, pourvu qu'à la prochaine assemblée générale on puisse encore annoncer 10 à 15 % de mieux.

Édito

Mardi 26 mai Refusons le chantage aux salaires

Certains ne manqueront pas mardi soir de comptabiliser les manifestants pour jauger la conflictualité sociale tout comme le gouvernement est en train de compter une par une les faces où reprennent les cours. Bien sûr, en choisissant l'unité sur une plateforme revendicative, les organisations syndicales se sont quasiment mises dans l'obligation de réussir chaque rendez-vous unitaire par un chiffre croissant. Mais pour apprécier ce qui se joue dans le pays, il est d'autres jauges comme celle du nombre de conflits, de mouvements, d'expressions revendicatives locales, sectorielles qui bien sûr ont besoin de temps forts pour converger. Mardi, le choix a été fait d'une journée de mobilisations décentralisées dans des modalités diverses en fonction des réalités locales et visant à la participation du plus grand nombre. Les huit organisations syndicales appellent aussi à une grande journée de manifestations dans toute la France le 13 juin 2009. Devant les nouveaux rendez-vous de mobilisations unitaires des 26 mai et 13 juin prochain, les organisations de la CGT ont décidé la semaine dernière de coordonner leurs efforts au plus près des lieux de travail pour favoriser des initiatives qui conjugueront, arrêts de travail, interpellations de directions d'entreprises, du patronat et des pouvoirs publics ainsi que des rassemblements et des manifestations.



Secteur social

Les salariés mobilisés pour leur convention collective



François Marsac (CGT), le qualifiant de « destructeur ». « Il faut par contre intégrer les nouveaux métiers dans cette convention et l'adapter aux nouveaux besoins des usagers ».

Un millier de salariés des secteurs social et médico-social d'Ile-de-France (notamment éducateurs spécialisés, assistants sociaux, psychologues, psychomotriciens) ont manifesté mardi à Paris, dans le cadre d'une journée nationale d'actions, pour dénoncer « le démantèlement » de leur convention collective dite « de 66 » qui concerne plus de 240 000 salariés. Son projet de révision, annoncé en décembre 2008 par les employeurs (Fegapei, SOP, SNAPEA), revient, selon les syndicats, sur des avantages en matière de congés (ancienneté, « récupération »), de rémunérations (indemnité de sujétion spéciale, primes d'ancienneté...), et les classifications des métiers. « On demande le retrait du projet », explique Jean-

Crédit Agricole

Les actionnaires votent le maintien des retraites chapeaux des dirigeants

Les actionnaires du Crédit Agricole ont adopté mardi, à une très large majorité, les résolutions maintenant les retraites chapeaux des mandataires sociaux de la banque, malgré les protestations de syndicats et d'actionnaires. Ainsi, selon un calcul effectué par l'AFP, en prenant la moyenne des trois dernières années de rémunération globale de M. Pauget, le directeur général, les droits atteindraient 1,13 million d'euros par an. De quoi voir venir...



Air France KLM

Réduction des effectifs de l'ordre de 3 000 personnes



Air France-KLM, va réduire ses effectifs de l'ordre de 3 000 personnes a confirmé le directeur général du groupe Pierre-Henri Gourgeon, lors de la conférence de presse-bilan du groupe le 19 mai.

Pour réduire ses coûts, le groupe, qui emploie plus de 107 000 personnes, va « continuer de diminuer ses effectifs de manière progressive, en gelant les embauches, en utilisant la mobilité professionnelle interne, en demandant au personnel de prendre des congés et en développant le temps partiel. Tout cela se fera sans licenciement sec, il n'y a pas de plan social ».

Conseil d'administration d'EDF Plus forte chez les cadres, la CGT remporte un siège de plus

Les élections des administrateurs salariés au conseil d'administration d'EDF SA ont vu la CGT gagné un siège supplémentaire.

Six sièges étaient à pourvoir au CA, dont un pour la liste ayant le plus fort score chez les cadres.

Avec 29 188 voix (53,23 %), la CGT a gagné un siège et passe à quatre élus, tandis qu'à l'inverse, avec 6 554 voix (12,13 %), FO a perdu son siège.



Heures supplémentaires Chute de 5 % sur un an, en dépit des exonérations



Toujours de la seule initiative des chefs d'entreprises, les heures supplémentaires (dont l'essor est encouragé depuis octobre 2007 par un dispositif d'exonérations financé par l'État) connaissent une baisse de 4,9 % au premier trimestre sur un an, selon les chiffres établis par l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS). La baisse atteint 11 %, à 165 millions d'heures supplémentaires déclarées, par rapport au 4^{ème} trimestre 2008, et la part d'entreprises déclarant des heures supplémentaires est retombée à 38,8 % (41,8 % au 4^{ème} trimestre 2008). Cette baisse reflète celle de l'activité.

SNCF La CGT dénonce une « recrudescence des incidents » depuis la concurrence

La CGT-cheminots a dénoncé mercredi une « recrudescence » des incidents depuis l'ouverture du transport ferroviaire français à la concurrence, et demandé la création d'un « gendarme du rail » pour vérifier les conditions d'exploitation et le niveau de sécurité.

La CGT-cheminots a notamment évoqué deux récents incidents ou accidents révélateurs de la dégradation de la sécurité. « Nous voulons une structure de contrôle sous l'égide des pouvoirs publics, comme ce qui a été fait pour les chauffeurs routiers, chargée de vérifier en temps réel la durée du temps de travail des conducteurs, les conditions d'exploitation du réseau ferré et notamment le niveau de sécurité », a demandé Didier Le Reste.

« On a maintenant huit opérateurs privés, qui ont la possibilité de faire circuler des trains de fret en France, sans aucune structure adaptée de contrôle » a-t-il ajouté.



Tarification des hôpitaux et cliniques

L'IRDES pointe le risque de limiter l'accès aux soins

La perspective de la « convergence tarifaire » entre les cliniques et les hôpitaux (récemment repoussée de 2012 à 2018) inquiète les chercheurs de l'Institut de Recherche et Documentation en Économie de la Santé (IRDES). Une étude qualifiée d'« incohérence majeure » la non prise en compte dans les tarifs du privé des honoraires des médecins, remboursés par ailleurs, qui pourrait fausser la comparaison avec des tarifs du public intégrant les salaires des praticiens. « L'examen de l'activité hospitalière française indique une forte partition des soins entre les secteurs public et privé, correspondant à des établissements de profils différents, note l'étude. Ignorer ces différences de profils (...) peut mettre en danger la capacité du système hospitalier à fournir les soins nécessaires ainsi qu'à en assurer l'équité d'accès ».



Emploi

Les jeunes, premières victimes de la crise



Selon l'OCDE, en France les jeunes « risquent d'être les plus touchés par la crise ». Le taux de chômage des 15-24 ans en France se maintient à plus de 18 %, soit plus de sept points au-dessus de la moyenne des autres pays riches.

Avec 18 % de chômage en moyenne parmi les 15-24 ans en 2008, la France est 23^{ème} sur 30 dans le classement OCDE. La crise a fait remonter ce taux à 21,2 % au 4^{ème} trimestre 2008, outre-mer incluse.

Retraite

Le travail des femmes réduit l'écart avec les hommes

Selon la Drees (ministères de la Santé, du Budget et du Travail), les droits à la retraite accumulés par les hommes restent plus élevés que ceux des femmes, « mais cet écart tend à se réduire » car les femmes plus jeunes sont plus présentes sur le marché du travail. Ainsi, « les hommes de la génération 1942 ont validé en moyenne 30 % de trimestres de plus que leurs homologues féminins. Cette proportion n'est plus que de 5 % pour la génération née en 1962 et 1,5 % pour celle née en 1974 ».



Personnes âgées

Les Français très critiques sur la prise en charge

Selon une enquête pour la Fédération Hospitalière de France, 52 % des personnes interrogées ont une « image négative » des maisons de retraite, un chiffre qui a augmenté de 16 points en cinq ans. Les Français jugent de plus en plus sévèrement la prise en charge des personnes âgées en France, que ce soit par les maisons de retraite, jugées trop chères, ou par les pouvoirs publics en général, dont l'action est jugée insuffisante. Un sujet particulièrement sensible puisque les prévisions démographiques tablent sur deux millions de plus de 85 ans en 2015 contre 1,3 million aujourd'hui, 85 ans correspondant à l'âge moyen d'entrée en maison de retraite. Parmi les griefs vis-à-vis des maisons de retraite, 97 % des sondés estiment que « cela coûte cher » et 88 % qu'il n'y a pas assez de places. 76 % d'entre eux pensent d'ailleurs qu'ils ne pourraient pas s'acquitter des 2 200 euros mensuels que coûte en moyenne un hébergement. Les Français sont donc demandeurs d'une meilleure prise en charge par les pouvoirs publics, 71 % la trouvant insuffisante.



Formation professionnelle

Un accès plus difficile pour les mères de famille



Selon le Centre d'études et de recherche sur les qualifications (Céreq), les mères de famille, surtout quand elles ont des enfants en bas âge, ont plus de mal à suivre une formation professionnelle que leurs conjoints. Les hommes et femmes se forment dans des proportions comparables : 45 % contre 43 % (chiffres 2006) mais « ces moyennes cachent de fortes disparités » si on prend en compte la situation familiale, notent les auteurs de cette étude publiée mardi. Quand elles accèdent à la formation, les femmes doivent, beaucoup plus souvent que les hommes, réorganiser leur emploi du temps.

Ingénieurs

Louis Gallois pointe un déficit chronique

Le président exécutif du groupe EADS estime dans un entretien avec *l'Express* de jeudi dernier que « Nous manquons d'ingénieurs en Europe - de 3 000 à 3 500 chaque année pour la seule filière aéronautique ». Selon lui, en matière de recherche, « la crise pourrait être l'occasion d'exprimer une ambition européenne industrielle forte et pas seulement dans la défense. C'est le moment d'engager de grands programmes européens. Les sujets ne manquent pas : voiture électrique ; nanotechnologies, confinement du CO, l'homme dans l'espace ou les drones militaires ». Dans le même article et concernant l'impact de la crise sur l'emploi dans le secteur, M. Gallois estime que le groupe dispose « d'une capacité d'adaptation importante liée aux contrats temporaires, aux intérimaires et aux sous-traitants in situ ». Ce sont donc les salariés précaires et ceux qui effectuent les tâches externalisées qui vont payer comme dans l'automobile les pots cassés de la crise.



Jeunes diplômés
Colloque-débat de l'UGICT-CGT le 9 juin



INVITATION

Colloque débat

ORGANISÉ PAR L'UGICT-CGT EN COOPÉRATION AVEC L'URIF-CGT

JEUNES DIPLÔMÉS - TRAVAIL - ENGAGEMENT

MARDI 9 JUIN 2009

de 9 heures à 17 heures

Salle 13 - Noyau B - RCH

Complexe de la CGT

263 rue de Paris à Montreuil (93)

Métro : Porte de Montreuil - Ligne 9

Déroulement du colloque

9 h - Accueil

9 h 30 - 11 h - **Jeunes diplômés, système scolaire**

avec :

- ◆ **Stéphane Bonnery**, enseignant-chercheur à Paris VIII en science de l'éducation ;
- ◆ **Stéphane Beaud**, maître de conférence en sociologie à l'université de Nantes ;
- ◆ et deux *grands témoins* : un représentant de l'UNEF et un représentant de la FSU.

11 h - 11 h 30 - Pause

11 h 30 - 13 h - **Jeunes diplômés, travail, entreprise**

avec :

- ◆ **Pierre Cours-Salies**, professeur des universités ;
- ◆ **Charlotte Duda**, présidente de l'ANDRH ;
- ◆ et deux *grands témoins* : un représentant de *Génération Précaire* et **Pascal Joly**, secrétaire général de l'URIF-CGT.

13 h - 14 h 30 - Repas (possible sur place)

14 h 30 - 16 h - **Jeunes diplômés et engagement**

avec :

- ◆ **Isabelle Sommier**, professeur de sociologie à Paris I ;
- ◆ **Michel Vakaloulis**, maître de conférence en sciences politiques à Paris VIII ;
- ◆ et deux *grands témoins* : jeunes syndiqués UGICT-CGT.

16 h 30 - **Conclusions**

Merci de bien vouloir confirmer votre participation : b.salandre@ugict.cgt.fr